

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 20 F (200 FB)
6 mois : 10 F (100 FB)
pli fermé : 34 F et 18 F
« programme communiste »
1 an : 20 F (200 FB)

12^e ANNEE - N° 187
LE NUMERO : 1 FF
10 FB - 1 FS
30-12-1974 au 12-1-1975

CRISE, CHOMAGE, LICENCIEMENTS

Défense énergique des travailleurs ! Action directe et solidarité de classe !

Les savants de l'économie bourgeoise qui discutaient encore sur les chiffres il y a quelques mois sont en train de tomber d'accord : le « spectre du chômage » — qui n'a jamais cessé de hanter le capitalisme qu'il accompagne nécessairement, comme effet soit de la concentration et de la modernisation des entreprises en période de prospérité, soit de la baisse des commandes, des fermetures d'usines en période de marasme — est en train de devenir une réalité bien tangible, que les lois « sociales » (sur les licenciements par exemple) célébrées à grand bruit par la bourgeoisie ne peuvent exorciser.

Les capitalismes fragiles comme l'Italie (1.030.000 chômeurs recensés déjà en juin 1974), ou historiquement en perte de vitesse comme la Grande-Bretagne (621.000 chômeurs en novembre, d'après *Le Monde* du 19-12-74) n'ont plus à rougir sur ce point ni devant la Suisse, qui envisage d'alléger son économie de plus du tiers de ses travailleurs immigrés à l'année, ni devant la RFA, ce modèle de « santé » capitaliste depuis vingt ans (1 million de chômeurs annoncés pour 1975, on prévoit l'expulsion d'au moins 230.000 étrangers), ni devant le colosse américain, dont le taux de chômage est passé à 6 %, où Ford et la General Motors rejettent sur le pavé chaque semaine des milliers d'ouvriers. Dans les paradis du plein emploi comme le Danemark, on compte déjà 80.000 chômeurs pour 1975, et l'on voit même un mouvement d'émigration se dessiner dans le Jutland. Avec la « croissance zéro » prévue pour 1975 par l'OCDE, ce seront 4 millions de chômeurs supplémentaires qui seront sur le pavé d'ici fin 1975 (*The Economist*, 21-12-74), victimes du « marasme » ou des efforts du capital pour résister à la baisse du taux de profit en accroissant la productivité. C'est le cas de Citroën, qui bâtit l'une des usines les plus automatisées du monde, jetant à la rue l'excédent des prolétaires turcs, yougoslaves, marocains qu'il a pressurés et terrorisés dans son bague moins moderne de Javel, pendant que la presse bourgeoise et l'opportunisme complacent couvrent l'opération par une grande campagne de pleurs sur l'« automobile nationale », digne de celle à laquelle les syndicats italiens ont prêté leur voix en appelant les ouvriers de Fiat à se sacrifier pour soutenir Agnelli dans l'adversité, après s'être sacrifiés pour édifier sa prospérité !

En même temps, le capital développe partout les formes de travail « mobile » ou temporaire, qui permettent une meilleure

adaptation non aux besoins de chacun, comme le dit sa propagande, mais à SES besoins en main-d'œuvre moins coûteuse et plus compressible : entreprises d'intérimaires, contrats limités (on engage pour... 5 mois 1/2 les ouvriers ou employés auxquels la loi accorderait certains « droits » et avantages au delà de 6 mois de travail). Il a préparé les instruments législatifs qui, joints aux mécanismes économiques et à l'intimidation policière lui permettent de se débarrasser des « hôtes » immigrés sur le dos desquels il s'est engraisé : en France, la circulaire Marcellin-Fontanet, les entrées « suspendues », les accords sur la limitation de la main-d'œuvre conclus avec les états exportateurs, en Allemagne, les permis de séjour abrégés, etc.

La classe ouvrière dans son ensemble se voit ainsi ramenée à des conditions d'insécurité que la période de relative prospérité qui a suivi la reconstruction d'après-guerre avait pu faire oublier à certains. Quelle source de misère et d'inquiétude pour les couches les plus vulnérables ! Mais aussi, quel potentiel futur d'énergie révolutionnaire dans ces masses ouvrières brassées par les convulsions du capital ! La bourgeoisie s'inquiète internationalement de désamorcer cette réserve d'explosif (Conférence des Neuf à Bruxelles le 17 décembre sur le problème de l'emploi — l'Espagne, le Portugal, la Yougoslavie se demandent comment réabsorber ou neutraliser la force de travail excédentaire qu'ils ont exportée). Dans la situation actuelle cependant, le chômage et les licenciements atteignent une classe ouvrière morcelée, divisée et désarmée politiquement. Les luttes de résistance spontanées contre les fermetures d'entreprises cet automne en France (SNIAS, Titan-Coder, Faulquemont...) ont été brisées ou déviées par l'opportunisme vers une propagande pour le soutien de l'industrie française. Le PC verse des larmes de crocodile sur « les aspects humains » du chômage, le

DANS CE NUMERO :

- La lutte contre le chômage, dans la tradition du communisme.
- Une mauvaise manière d'avancer les revendications immédiates.
- La Grèce a un nouveau « gouvernement fort ».
- En Italie, la « cogestion de la crise ».

« sentiment de frustration, d'injustice, de solitude » de l'homme sans travail (*L'Humanité* du 13-12-74), mais la CGT et la CFDT laissent les chômeurs hors du syndicat, quand elles ne dénoncent pas comme étrangers à l'usine les ouvriers licenciés

(suite page 4)

Ne pas « gérer la crise » ? Le PCF a la mémoire courte !

Lorsqu'une crise sociale est prête à éclater, la bourgeoisie abandonne ses formes spécifiques de gouvernement et met au pouvoir le principal parti opportuniste, ou mieux encore la coalition des partis opportunistes baptisée pour la circonstance Union ou Front Populaire. La bourgeoisie l'utilise comme une arme contre le prolétariat, justement parce que le mensonge démocratique, l'illusion du gouvernement progressiste œuvrant au bien de tous qui culmine dans un régime de Front populaire est déçue par la désorientation et la désorganisation du prolétariat dues au fait qu'il croit voir dans les dirigeants de l'Etat ses propres représentants.

Il n'est donc guère étonnant que le PCF ait saisi l'occasion — pour d'obscures raisons dont la cuisine opportuniste, toujours entachée d'électoratisme envers le peuple et de démagogie envers les prolétaires, a le secret — de se redonner l'apparence d'un parti ouvrier intrinsèque.

Cherchant à se délimiter du PS, il l'accuse de retomber dans la collaboration des classes : « nous n'irons jamais au gouvernement pour gérer la crise au profit du grand capital », affirme-t-il.

L'important n'est pas la justification conjoncturelle de ce pseudo-revirement qu'indique Marchais : « Si le Président de la République appelle aujourd'hui un premier ministre de la Gauche, il ne pourrait s'agir que de la mise en place

concertée d'une formule d'union sacrée » entre une partie de la Gauche et le représentant de toute la droite au pouvoir pour sauver la politique du grand capital — l'Union Sacrée, oui, mais que diable, avec les formes extérieures d'une entreprise prolétarienne ! D'autant que « si la Gauche l'emporte lorsqu'il y aura des consultations électorales », et même dans ces conditions, « le PCF prendra ses responsabilités pour appliquer le Programme Commun ».

Serait-ce alors que le PCF ait renoncé à gérer la crise, donc à piloter les intérêts économiques et politiques du capitalisme français au milieu des remous qui le menaceront inévitablement ? Qu'on se rassure : le Programme Commun, dont « l'objectif est précisément de résoudre la crise de la société française », reste le Credo : « L'essentiel c'est d'aller au pouvoir pour appliquer le Programme Commun, rien que le programme, mais tout le programme », dans le cadre de la Constitution dont le PCF affirme qu'il sera « toujours respectueux ».

Alors ? « Nous ne cautionnerons jamais une politique d'austérité pour les travailleurs », ajoute Marchais. La voilà, la couleur que le PCF voudrait faire avaler aux ouvriers : il serait possible de mettre en œuvre « les solutions du Programme Commun » tout en « refusant les sacrifices soi-disant inévitables ».

(Suite page 4.)

Espagne : luttes ouvrières, répression et « ouverture »

La vague de grèves et d'agitations qui secoue l'Espagne depuis septembre (cf. *Le Prolétaire* n° 183, n° 185 et *El Comunista* n° 3) est la meilleure démonstration que la force de résistance du prolétariat espagnol n'a pas été entièrement brisée par 40 années de répression, exercée successivement par la république puis par le franquisme,

Décembre a vu une succession de grèves perlées et de débrayages dans tous les secteurs où les conventions collectives viennent à échéance à la fin de l'année (métallurgie, imprimerie, bâtiment, banques, assurances) ; à cela s'ajoutent les arrêts de travail des journaliers agricoles de la région de Jerez en lutte pour leurs salaires, et de nombreuses grèves de solidarité avec les prisonniers et les exilés politiques, en particulier celle lancée le 11 décembre au Pays Basque par plusieurs mouvements d'extrême-gauche et qui, suivie par 250.000 travailleurs (90 à 100 % de grévistes dans de nombreux cas) a paralysé plus de la moitié des usines de Guipuzcoa et de Navarre. Comme celles des mois précédents, ces grèves où se mêlent revendications économiques et politiques (salaires, durée du travail, réembauche des licenciés, droits politiques et syndicaux, annulation des sanctions, amnistie pour les détenus et les exilés politiques), sont caractérisées par l'extrême combativité ouvrière malgré la dureté de la répression patronale et policière (lock-out, suspensions et licenciements massifs d'ouvriers grévistes,

et qu'il n'entend pas supporter sans réagir les effets d'une crise mondiale qui en Espagne se fait sentir avec une particulière acuité, et qui n'est que le résultat d'une expansion de plusieurs décades (le fameux « miracle » espagnol, italien, allemand, etc.) présentée par la bourgeoisie comme la condition du « bien-être pour tous » et bâtie avec la sueur et le sang des ouvriers.

interventions de la garde civile pour faire évacuer les locaux occupés, rafles et arrestations).

La bourgeoisie espagnole a de quoi être inquiète, d'autant plus que le potentiel explosif ne peut que s'accroître avec le retour, prévu d'ici la fin décembre, de 40 % des travailleurs immigrés, chassés par les pays du Marché Commun à l'expiration de leurs contrats de travail (*Le Monde* du 14.12). Avec l'expérience que donne un passé riche de luttes ouvrières, où elle a tour à tour utilisé, contre le prolétariat, la monarchie et la république, le front populaire et le franquisme, l'Opus Dei et la démocratie radicale et franc-maçonne, la répression légale et illégale, la bourgeoisie se prépare, en avançant ses différentes cartes, celles de la répression et celles de « l'ouverture ».

Pour intimider le prolétariat et le « dissuader » de reprendre le chemin de la lutte violente, la bourgeoisie frappe à la fois les masses ouvrières et paysannes pauvres en lutte (on se souvient de la fusillade de Carmona, contre paysans et paysannes qui manifestaient pacifiquement pour réclamer de l'eau),

et les militants des organisations de gauche, d'extrême-gauche et séparatistes, qui sont frappés de dizaines et de dizaines d'années de prison pour « propagande illégale et délit d'association » ou bien, comme Eva Forest, Antonio Duran et leurs camarades, risquent la peine de mort.

Mais parallèlement à ce terrorisme légal, la bourgeoisie a tout un éventail de solutions différentes, toutes destinées à lui permettre de franchir le cap difficile de la situation économique et politique en conjurant la lutte de classe, tout en disciplinant ses propres rangs et en la débarrassant des instruments les plus usés du franquisme qui ne lui servent plus.

Première solution, première carte, la soi-disant « ouverture » orchestrée par le gouvernement lui-même et à laquelle les glissements des éléments les plus réactionnaires qui y voient déjà le commencement de la fin sont bien les seuls à conférer un mince vernis de progressisme. Son « ampleur » est illustrée par le projet de statut des associations politiques présenté par

(Suite page 3.)

RÉUNION PUBLIQUE A STRASBOURG

POUR UNE POLITIQUE DE CLASSE
DANS LES LUTTES OUVRIÈRES

Vendredi 17 janvier, 20 h 30, restaurant de la Mauresse,
7, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons

Une mauvaise manière d'avancer les revendications immédiates

Ce qui caractérise les objectifs que, sur le terrain de la lutte revendicative, nous donnons aux ouvriers avec la perspective du « front uni du prolétariat contre le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme », c'est que chacun d'entre eux — semaine de 35 heures ou forte augmentation de salaire plus importante pour les catégories les plus mal rétribuées, salaire intégral en cas de réduction d'horaire ou assistance substantielle aux chômeurs, proportionnelle au coût de la vie et à leurs charges familiales, etc. — peut être accepté par n'importe quel salarié quelle que soit son affiliation politique. En d'autres termes, chacun de ces objectifs est proposé indépendamment de l'acceptation ou non des positions théoriques et programmatiques et du but final qui nous distinguent. De plus, ces mots d'ordre sont non seulement acceptables par les groupes d'usine, les comités syndicaux, etc... d'autres regroupements en rupture plus ou moins confuse avec l'opportunisme (il importe peu qu'ils soient proches ou non de nous politiquement, pourvu qu'ils soient prêts à lutter pour ces objectifs spécifiques de défense de la classe ouvrière face à l'attaque patronale et avec les méthodes de la lutte de classe); mais, en théorie, — quoiqu'en pratique cela ne soit possible que par une vigoureuse pression — ils pourraient être acceptés même par les organisations syndicales qui se targuent de représenter les intérêts des travailleurs et dans une certaine mesure, sont obligées de la faire avec des armes — telle la grève — dont elles n'ont pas encore officiellement renié l'utilisation. Ceci n'empêche pas, bien entendu, que de tels objectifs aillent dans le sens des conditions les plus favorables de préparation de la lutte politique révolutionnaire, constituées justement par l'extension, l'intensité et la compacité maximum de la lutte économique et par le degré d'unité et de soli-

darité le plus élevé atteint par les travailleurs au cours de cette lutte.

Ce qui est également caractéristique, c'est que les autres groupes « d'extrême gauche », ceux-là mêmes qui agitent cependant des revendications analogues, parfois même identiques aux nôtres et qui, dans ces limites, pourraient développer avec nous des actions communes pour des objectifs spécifiques sur le terrain syndical, lient au contraire leur plate-forme revendicative à des présupposés plus généraux, qui sont inséparables de leur vision particulière du processus d'émancipation de la classe ouvrière. Et c'est précisément cela qui, au lieu d'élargir le rayon d'initiatives susceptibles d'unifier le front de la défense ouvrière, en exclut ou en limite au contraire les possibilités réelles.

La IVe Internationale (Secrétariat Unifié) a diffusé une série de brochures de propagande (*Licenciements, chômage: Pourquoi? Qui est touché? Comment lutter?*; *Contre l'augmentation des prix, pour la défense du salaire, etc.*) qui illustrent justement ces considérations. Elles partent bien d'une plate-forme revendicative qui d'une part reflète des exigences réelles, bien que minimales, et d'autre part intéresse tous les ouvriers dans une situation de crise menaçante, mais elles se déplacent immédiatement sur un autre plan, bien caractéristique de l'optique de gens qui, n'ayant jamais compris la profondeur et la durée de la contre-révolution stalinienne, confondent la phase actuelle de lente et difficile reprise de la lutte économique avec une phase d'attaque impétueuse contre le pouvoir bourgeois, voire de double pouvoir où les revendications minima deviennent des mots d'ordre de programme transitoire, de veille... d'Octobre.

Les patrons ont-ils recours aux réductions d'horaires pour restructurer les entreprises, en jetant les travailleurs sur le pavé? Pour des « trotskystes », la tentation est trop

forte: il faut lutter, ici et maintenant, pour le contrôle ouvrier! C'est ainsi qu'ils écrivent (1): « Les ouvriers touchés par de telles mesures ne doivent pas simplement se contenter des déclarations patronales mais doivent aller voir directement dans les livres de comptes quels ont été les vrais motifs qui ont provoqué la réduction d'effectif ou la suspension d'emploi... » « Nous ne devons plus permettre qu'un patron fasse ce qu'il veut: puisque de ses décisions dépendent notre destin et celui de notre famille, nous voulons connaître ces décisions ». Nous ne nous attarderons pas sur le ridicule de ce qui suit: « Nous savons que l'argent, tant qu'existera un système comme le système actuel, est à lui; nous ne voulons pas le lui prendre, au moins pour l'instant; nous voulons seulement qu'il nous fasse savoir comment il l'emploie... » Autant dire: « Nous ne voulons pas manger mais voir comment il mange — ou investit — lui! » « Il s'agit d'imposer ce qu'on appelle l'ouverture des livres de comptes », d'organiser « une campagne de vérification ouvrière des véritables coûts de production » des produits de grande consommation, de « mettre son nez dans les décisions d'investissement », et ainsi de suite (2).

Une telle façon de poser le problème détruit d'un seul coup ce qu'il pouvait y avoir de valable — c'est-à-dire de réaliste, d'immédiatement tangible et, à long terme, d'unificateur — dans la plate-forme revendicative de la IVe. Nous accordons que la lutte pour le contrôle doit être mise en avant dans une phase de très haute tension sociale, comme une lutte qui, ne pouvant atteindre son objectif dans un régime bourgeois, tend à se transformer en lutte pour le pouvoir politique. Mais quel sens peut-elle avoir aujourd'hui sinon de se faire rire au nez par l'énorme majorité des ouvriers (imaginez! ouvrir aujourd'hui les comptes de

Dassault ou de Dreyfus!) et de démoraliser les quelques ouvriers qui se laissent séduire? Plus même, de cette manière on tend bien à transformer la lutte économique en lutte politique mais en lutte politique platement réformiste. Quand on écrit: « Nous ne voulons pas gérer, nous voulons seulement contrôler. Pour apprendre à gérer, demain, sans eux », que fait-on, sinon tomber dans un gradualisme du type ordnoviste, ou bien dans un rêve de « démocratie dans l'usine »? Quand on prétend construire des étapes intermédiaires vers la prise finale du pouvoir dans une situation de basse tension de la lutte de classe, qui ne permet pas d'insérer ces étapes dans un mouvement réel, capable de les dépasser dans une vigoureuse poussée ascendante, il est évident qu'il ne reste plus qu'à se ranger sous l'aile du réformisme syndical en tombant dans la fausse ressource des « nouvelles logiques économiques », bien que d'un genre différent: on va demander au patron de « nous laisser voir comment vont les choses »!!

Dans un cas comme dans l'autre, on propose des objectifs 1) qui, pour ne pas être abstraits et utopistes, présupposeraient un renversement total des rapports de forces actuels, alors qu'au contraire il s'agit de jeter les bases élémentaires et préliminaires du processus destiné à renverser ces forces; 2) qui isolent les ouvriers qui seraient disposés à se battre pour un objectif maximum sur le plan revendicatif de ceux — l'énorme majorité — qui sont poussés par leurs conditions matérielles à lutter pour des revendications contingentes et des objectifs spécifiques: on effrite le front au lieu de le construire! Dans une période immédiatement pré-révolutionnaire, la lutte pour le contrôle a un sens précis justement parce que la force immense de la classe dominée et l'extrême faiblesse de la classe dominante la

rendent réalisable dans sa forme et propulsive dans son contenu, même indépendamment des possibilités de réalisation immédiate. En dehors de ce contexte, elle a un effet diamétralement opposé, et appeler à la lutte pour le contrôle ouvrier naît d'une prétention que Lénine dans *Que faire?* qualifie sans ménagement d'« opportuniste »: celle de vouloir donner à la lutte économique un contenu directement politique — prétention qui poussée en un sens « justifié » l'engagement des syndicats de gérer tout simplement la crise et, dans l'autre, pousse sur le plan incliné de « la révolution par étapes », avec le « contrôle... des yeux seulement » comme passerelle de transition présente et le « contrôle réel » comme point d'arrivée futur.

Tout ceci doit être dit non pas pour exclure une action commune avec les groupes syndicaux et d'usine d'un tel mouvement sur des thèmes revendicatifs contingents et spécifiques, mais pour montrer comment, dans les faits et certainement pas de par notre « volonté », la marge de convergence se trouve restreinte aux questions les plus immédiates, en dehors de perspectives politiques qui nous lieraient.

(1) Nous citons d'après la brochure publiée en Italie par les Gruppi Comunisti Rivoluzionari, mais on pourrait citer des passages aussi édifiants dans les brochures publiées en France par le FCR, en Belgique par la LRT, etc...

(2) On remarquera entre autres, comment un mot d'ordre de « programme transitoire », c'est-à-dire réalisable dans la perspective réelle de la conquête du pouvoir, et lancé à la veille de l'assaut comme levier pour mobiliser les masses vers cet objectif, devient ici un mot d'ordre d'étape intermédiaire entre une période de stagnation sociale et une période de guerre de classe aiguë: en attendant « mettons-y le nez », première étape, ensuite, « nous y mettrons les mains », révolution!!

La Grèce a un nouveau « gouvernement fort »

En faisant rappeler, après la chute du régime des colonels, ce vieux renard du conservatisme, Constantin Caramanlis, la bourgeoisie se fixait un double objectif: d'une part, distraire les masses ouvrières des questions angoissantes de l'inflation et du blocage des salaires en inaugurant une « démocratie nouvelle »; de l'autre préparer un gouvernement fort « de type nouveau » qui réussisse là où avaient échoué les colonels.

Caramanlis s'acquitta de la première de ces tâches en réautorisant les partis interdits et en prenant « dans la dignité » quelques mesures contre les éléments les plus compromis avec la junte. Pour réaliser la seconde, il maintint sur pied l'appareil répressif hérité de la junte, confiant à la TEA tristement réputée l'exercice de la terreur dans les campagnes, s'assurant le contrôle des syndicats, interdisant toute manifestation et réunion publique, jouant sur la psychose d'un nouveau coup d'état par la phrase désormais célèbre « ou moi, ou les chars ».

Il ne lui restait qu'à organiser

tambour battant les élections, sachant que la brièveté de l'échéance et la peur entretenue joueraient en sa faveur.

Mais si la manœuvre a si bien réussi c'est que les meilleures cartes lui avaient été données par ses adversaires. La vérité est qu'aucune alternative n'a été sérieusement opposée à celle de Caramanlis.

Que pouvait craindre en effet Caramanlis d'un parti communiste « de l'intérieur » pour lequel « la seule façon de combattre le fascisme est de constituer une large alliance entre les classes et les couches sociales englobant la classe ouvrière et une grande majorité de la bourgeoisie (non monopoliste) », ou d'un parti communiste « de l'extérieur » dont, selon son secrétaire Florakis, « la politique constante est de collaborer avec toutes les forces qui cherchent aujourd'hui, d'une façon ou d'une autre à poursuivre certains objectifs démocratiques »? Que pouvait-il craindre de deux partis qui lancent des appels à la droite, prêts à faire bloc autour des soi-disant

« axes fondamentaux » de la « défense de la démocratie, de la sauvegarde des intérêts nationaux dans l'affaire chypriote, de la garantie de la libre expression de la volonté du peuple grec, et de l'indépendance nationale » (la *Nea Ellada* du 29-8)?

De fait, les vocations frontistes étaient trop fortes, le patriotisme trop vif, pour que les deux jumeaux ne se coalisent pas avec la très bourgeoise EDA sous l'enseigne de la « Gauche Unie ». Et que dit l'accord PCG-EDA? Les partis coalisés « décident de coordonner leurs actions afin de démocratiser la vie nationale, de mettre la Grèce sur la voie de la vraie démocratie et de conduire ensemble la dure bataille des prochaines élections. Le but principal de l'accord est d'unir dans un effort commun toutes les tendances de la Gauche, tous les progressistes qui visent à l'instauration d'un vrai régime démocratique, afin que tous les travailleurs puissent étendre avec succès leur lutte pour l'indépendance nationale et la libération de la Grèce des liens des monopoles et de la dépendance impérialiste » (texte du 28-10 auquel a souscrit par la suite le PC de l'extérieur). Entre la « vraie démocratie » de la Gauche Unie et la « nouvelle démocratie » de Caramanlis, il n'y a qu'un pas; Caramanlis pouvait tranquillement opposer le caractère concret de son programme à l'abstraction fumeuse de celui de la Gauche.

Quant au PASOK, parti socialiste panhellénique de Papandréou, le seul à parler de « socialisme », il ne donnait en réalité qu'une version « ultra-véritable » et « ultra-nouvelle » du démocratisme général. Voici entre autres ce que nous trouvons dans son programme (reproduit le 2-10 dans le *Ta Nea*): « Le but fondamental du mouvement est la création d'une société sans intervention ni contrôle étranger, sans intervention ni contrôle d'une Oligarchie financière ». « Le pouvoir émane du peuple — Droit

de défense constitutionnel de chaque citoyen pour faire face à toute tentative de suppression du pouvoir légal — Mise en vigueur de la charte de l'ONU sur les droits fondamentaux de l'homme et du citoyen — Retrait de la Grèce de toute alliance militaire, politique et économique qui lèse l'indépendance nationale ». Rien de surprenant qu'un tel parti ait signé la clause de la loi autorisant la reconstitution des partis politiques interdits, qui leur impose de déclarer noir sur blanc que « les principes du parti excluent toute action visant à la prise violente du pouvoir ou à l'abattement du libre régime démocratique ». Et il a signé, bien sûr, des deux mains!

Avec de tels « adversaires », Caramanlis n'avait pas à s'inquiéter. Et dans ces conditions, monarchie ou république, quelle est la différence?

Mais derrière le tam-tam électoral, on fait silence sur les grèves en cours, celle de la National Can à Elefsina, celle de la Siemens à Salonique, celle des typographes et celle des tisserands. Comment s'en étonner? Pour la « Gauche Unie », « communistes » en tête, « la question chypriote est prioritaire » et celui qui trouble le doux climat de l'unité est un irresponsable, un « pseudo-extrémiste payé par la police ».

Ayant renié les finalités du communisme, les deux partis de filiation plus ou moins directement stalinienne, renient les nécessités les plus élémentaires de la vie et de la lutte des travailleurs. La conversion aux « valeurs de la démocratie » est l'antichambre du « contrat social » à la Wilson. Aujourd'hui, même de l'humble lutte revendicative pour la défense du pain et du travail, surgit l'exigence impérieuse de la reconstruction du parti de classe, du parti révolutionnaire marxiste, anti-démocratique, anti-parlementaire, anti-patriotique.

C'est là notre appel!

PRESSE INTERNATIONALE

E' uscito il nr 23 (12 dic. 1974) del nostro quindicinale in lingua italiana

IL PROGRAMMA COMUNISTA

di cui diamo il sommario:

- L'onorata società dei difensori dell'ordine costituito.
- Ennesima scoperta: « cogestire la crisi ».
- Paradiso bicolore.
- L'Argentina all'ora del peronismo.
- Automobile acciaio e armi.
- Risposta di classe al riformismo nella scuola: i classici, gli extra parlamentari, le nostre valutazioni sui Decreti Delegati.
- Il CUB: un'organizzazione di base « aperta » o « chiusa »?
- Che cosa succede alla Dalmine?
- Lo sciopero del 4 dicembre.
- Solidarietà a parole, tradimento nei fatti.

**

Acaba de aparecer el número 15 (Agosto-Octubre) de

EL PROGRAMA COMUNISTA

- Sumario:
- Crisis y revolución.
 - Los errores que cometeréis siempres.
 - Las « lecciones » del MIR.
 - La daga y Viernes.

PERMANENCES DU PARTI

● A Lille: le samedi de 18 h 30 à 20 h, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes).

● A Marseille: le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

● A Paris: 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

● A Strasbourg le mercredi de 18 h à 20 h, le samedi de 14 h à 17 h, 7, rue des Couples (près de la place du Corbeau).

Des crimes quotidiens

Feignant d'oublier ses prouesses en Afrique du Nord et en Syrie, l'impérialisme français se prétend aujourd'hui « l'ami des Arabes » pour la simple raison qu'il est le premier pays exportateur dans les pays arabes, et envoie ses commis-voyageurs du Maghreb au Machrek, mais son banditisme colonial n'est pas fini: le Clemenceau monte la garde à bonne distance de Djibouti, où l'on craint que le vent d'Ethiopie ne vienne réveiller les populations prisonnières des barbelés « démocratiques »; des membres des « foudrards rouges » et des Jeunes Calédoniennes sont condamnés pour avoir manifesté contre le colonialisme français; des manifestations aux Antilles ont accueilli comme il le fallait celui qui prétendait venir éliminer « les séquelles du colonialisme »; les coups de mains criminels continuent au Tchad où le Frolinat annonce qu'ont été tués 18 militaires français et 150 soldats du dévoué Tombalbaye.

Autant de sujets de haine du prolétariat révolutionnaire envers son propre Etat.

La lutte contre le chômage, dans la tradition du communisme

Si les luttes ouvrières victorieuses ont des effets bénéfiques pour la lutte de classe, leur fécondité réside moins dans les « conquêtes » elles-mêmes que dans les progrès de la solidarité entre les exploités par-dessus les barrières de la division du travail et les nationalités, dans les progrès de leur organisation et dans la possibilité qu'un nombre croissant de prolétaires se déplace, par l'action du parti, sur le terrain d'une lutte générale contre le capital et son Etat. C'est sans doute dans les luttes provoquées par le chômage et les licenciements que cette vérité apparaît avec le plus d'évidence.

Il serait faux et même dangereux de vouloir trouver dans les lignes que nous republions ici, dans les thèses de l'I.C. comme dans les directives du P.C. d'Italie, également brûlantes d'ardeur révolutionnaire, des recettes magiques pour la lutte contre le chômage, applicables partout et en toute situation. Les organisations prolétariennes vivaient alors d'une intense vie de classe, l'enthousiasme que provoquait la révolution victorieuse en Russie et l'Internationale était encore immense, et la société était portée par les effets de la crise et de ces conditions politiques à ces hautes températures où « la lutte même pour des revendications les plus modestes prend les proportions d'une lutte pour le communisme ».

Aujourd'hui la question cruciale est de prendre appui sur l'héritage révolutionnaire conservé malgré des décennies sombres et glacées, et sur les luttes provoquées par la nouvelle crise capitaliste pour créer les conditions d'une reprise de la lutte de classe organisée, et aider au développement du parti révolutionnaire à une échelle moins restreinte que par le passé.

Ceci dit, la publication de ces textes est précieuse si on s'attache à rechercher les principes qui guident l'action du parti dans la lutte sur un terrain aussi difficile, principes qui ne dépendent pas des situations et qui, loin d'être des règles abstraites, sont des armes que le parti doit savoir manier et traduire en directives d'actions adaptées aux conditions particulières de la lutte prolétarienne.

Chômeurs et non-chômeurs, une seule classe ouvrière

Le premier texte est extrait des Thèses sur la tactique (1) adoptées au IIIe Congrès de l'I.C. à Moscou, août 1921 (point 5 : combats et revendications partiels). On ne saurait plus clairement rappeler que la défense des ouvriers en chômage est une exigence de la lutte de l'ensemble de la classe ouvrière, et que ce combat contre le capital est inséparable de celui contre l'opportunisme qui délaisse les chômeurs, ignoblement considérés, avec dédain et mépris « aristocratique », comme des prolétaires de second ordre.

« Tandis que les capitalistes profitent de l'armée toujours croissante des sans-travail pour exercer une pression sur le travail organisé en vue d'une réduction des salaires, que les social-démocrates, les indépendants et les chefs officiels des syndicats se détournent lâchement des sans-travail, les considérant simplement comme sujets de la bienfaisance gouvernementale et syndicale et les caractérisant comme un lumpen-prolétariat, les communistes doivent se rendre clairement compte que dans les conditions actuelles l'armée des sans-travail constitue un facteur révolutionnaire d'une valeur colossale. La direction de cette armée doit être prise par les communistes. Par la pression exercée par les sans-travail sur les syndicats, les communistes doivent hâter le renouvellement des syndicats, en premier lieu leur libération de l'influence des chefs traîtres. Le parti communiste, en unissant les sans-travail à l'avant-garde du prolétariat dans la lutte pour la révolution socialiste, retiendra les plus révolutionnaires et les plus impatients des sans-travail d'actes désespérés isolés et rendra capable toute la masse d'appuyer dans des conditions favorables l'attaque commencée par un groupe de prolétaires, de développer ce conflit au-delà des cadres donnés, d'en faire le point de départ d'une offensive décidée; en un mot, il transformera toute cette masse, et d'une armée de réserve de l'indus-

trie, il en fera une armée active de la révolution.

« En prenant avec la plus grande énergie la défense de cette catégorie d'ouvriers, en descendant dans les profondeurs de la classe ouvrière, les partis communistes ne représentent pas les intérêts d'une couche ouvrière contre une autre, ils représentent ainsi l'intérêt commun de la classe ouvrière trahi par les chefs contre-révolutionnaires au profit des intérêts momentanés de l'aristocratie ouvrière : plus large est la couche des sans-travail et de travailleurs à temps réduit, et plus son intérêt se transforme en l'intérêt commun de la classe ouvrière, plus les intérêts passagers de l'aristocratie ouvrière doivent être subordonnés à ces intérêts communs. Le point de vue qui s'appuie sur les intérêts de l'aristocratie ouvrière pour les retourner comme une arme contre les sans-travail ou pour abandonner ces derniers à leur sort déchire la classe ouvrière et est en fait contre-révolutionnaire. Le Parti Communiste, comme représentant de l'intérêt général de la classe ouvrière, ne saurait se borner à reconnaître et à faire valoir par la propagande cet intérêt commun. Il ne peut représenter efficacement cet intérêt général qu'en menant dans certaines circonstances le gros même de la masse ouvrière la plus opprimée et la plus appauvrie au combat contre la résistance de l'aristocratie ouvrière [...] »

Droits syndicaux pour les chômeurs

Le deuxième texte est extrait d'une motion sur les critères pratiques pour l'application des thèses syndicales votée au Congrès de Rome du PC d'Italie en 1922 (2), et revendique le principe que les travailleurs gardent leurs droits syndicaux, même lorsqu'ils sont exclus de la production.

« 9. Le Congrès du Parti souligne à l'usage de ses membres l'urgence de prendre, dans les organisations auxquelles ils appartiennent, l'initiative de la défense et de l'assistance aux chômeurs auxquels doit être avant tout fournie la possibilité de continuer à participer à

la vie des organisations; le Comité central communiste doit développer une action énergique pour obtenir que les chômeurs tombés hors de l'organisation parce que privés d'emploi gardent leur carte syndicale et tous leurs droits syndicaux ».

Comment ils défendent les postiers

Organiser la lutte pour remonter la pente après la défaite imposée par la bourgeoisie et le gouvernement n'est pas, on s'en doute, la préoccupation de l'opportunisme, qui a complètement saboté la grève de six semaines. Ce qui l'intéresse, c'est la bonne marche du « service public ».

« Tout est fait par le gouvernement pour ôter au personnel toute velléité de donner le traditionnel « coup de collier » sollicité à cette époque. C'est ainsi que la CGT et la CFDT demandent des négociations sur « les solutions immédiates à trouver pour sortir rapidement de l'impasse actuelle, en particulier celles qui permettraient de résorber rapidement le retard ». (L'Humanité du 21-12.)

Bêtes de somme, au travail donc, et avec un peu de chance, la ration d'avoine sera augmentée ... si c'est utile à la production !

Salaire intégral aux chômeurs

Le troisième texte est extrait du Programme d'action qui figure dans les thèses sur l'Internationale Communiste et l'Internationale syndicale rouge (3), également approuvées à Moscou en août 1921. Il présente cet intérêt de mettre au premier plan le besoin de la lutte pour le salaire intégral aux chômeurs.

« 5. La première tâche qu'il faut proposer aux ouvriers et aux comités de fabrique et d'usine — est d'exiger l'entretien aux frais de l'établissement des ouvriers congédiés par suite du manque de travail. On ne doit tolérer dans aucun cas que les ouvriers soient jetés à la rue sans que l'établissement s'occupe d'eux. Le patron doit verser à ses chômeurs leur salaire

complet : Voilà l'exigence autour de laquelle il faut organiser non seulement les chômeurs mais surtout les ouvriers travaillant dans l'entreprise, en leur expliquant en même temps que la question du chômage ne peut être résolue dans le cadre capitaliste et que le meilleur remède contre le chômage, c'est la révolution sociale et la dictature du prolétariat [...] »

La propagande et l'action des communistes

Ce dernier texte est extrait des Directives d'action syndicale données par le C.E. du P.C. d'Italie, publiées dans Il Comunista du 7 août 1921 (4). Il reprend les thèmes abordés au même moment par le IIIe Congrès de l'I.C., et met clairement en lumière l'opposition irréductible entre les objectifs et les méthodes de l'opportunisme et du communisme sur le terrain de la lutte contre le chômage.

« Crise économique et chômage. — Une directive unique doit être donnée à la propagande et à l'action des communistes sur ce terrain. La critique la plus impitoyable doit être opposée à la direction inscrite dans la pratique des organes confédéraux, et l'on doit dénoncer leur soumission aux exigences des capitalistes. La fermeture des usines, l'insuffisance des mesures gouvernementales en matière de subsides et de concessions de travaux publics, l'illusion de pouvoir obtenir des interventions plus efficaces de l'Etat par la voie parlementaire et par la collaboration des classes, comme l'envisagent les dirigeants confédéraux, leur mollesse face à l'offensive des patrons contre les accords arrachés par les travailleurs, tous ces éléments doivent être mis par nous dans leur véritable lumière. Nous expliquons que, selon notre tactique révolutionnaire,

il n'y a pas de solution radicale de ces problèmes hors de la conquête du pouvoir par le prolétariat; que leur caractère insoluble doit être utilisé précisément pour amener les masses à cette conviction, et pour intensifier parmi elles la préparation révolutionnaire, alors que les réformistes, afin de l'éviter, trompent les travailleurs en affirmant qu'il existe une possibilité d'adoucir les difficultés de la crise présente dans le cadre du régime actuel. Il importe de montrer qu'avec une telle politique, les dirigeants confédéraux, tout en n'obtenant rien de concrètement utile aux masses, placent leurs thèses collaborationnistes et pacifistes non seulement au-dessus des intérêts de la révolution, mais aussi contre les intérêts immédiats des travailleurs, en renonçant, pour ne pas troubler leurs manœuvres et leurs accords politiques avec des

groupes bourgeois, à l'emploi de la force syndicale du prolétariat, pour la bataille contre l'offensive patronale, qui pourrait s'engager sur le terrain politique s'ils se décidaient vraiment à la pousser à fond. Mais cela ne sera possible qu'en délogeant les défaitistes de la direction des masses prolétariennes organisées, et l'on doit utiliser ces arguments pour attirer les plus larges couches de travailleurs possibles dans la lutte contre les dirigeants confédéraux.

« Pour la question des chômeurs, le Parti Communiste lancera très prochainement un appel. De notre point de vue, ceci devient une question politique par excellence. On doit développer la critique des palliatifs que proposent les réformistes. L'Etat bourgeois, auquel ils s'en remettent, ne peut remédier à la tragique situation des masses de sans-travail qu'avec des mesures inefficaces ayant le caractère de misérables mesures de bienfaisance. D'un point de vue de classe, on ne peut avancer qu'une solution, le principe de la substitution à l'allocation de secours du salaire intégral aux chômeurs proportionnel au nombre de membres de sa famille. Ce principe, stade élémentaire vers l'économie socialiste, tout en étant incompatible avec l'existence du pouvoir bourgeois, pourrait être une réalisation immédiate du pouvoir prolétarien, qui, en s'attaquant radicalement aux privilèges du capital, pourrait instaurer l'élimination de toute disparité de traitement entre les travailleurs sur la base de l'obligation sociale du travail... »

(1) Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers Congrès mondiaux de l'Internationale Communiste (1919-1923), p. 100.

(2) Voir Programme Communiste n° 47, p. 54.

(3) Manifestes..., p. 133.

(4) Manifesti ed altri documenti politici (21 gen.31 dic. 1921) del P.C. d'Italia, p. 89.

Espagne : répression et « ouverture »

(suite de la page 1)

le premier ministre Arias Navarro, qui prévoit de remplacer le système du parti unique par un système pluraliste où les associations seraient « autorisées, financées et dissoutes » par... la Falange, autrement dit entièrement contrôlées par elle. But de l'opération d'après Arias Navarro : « contribuer à la naissance d'un rêve », celui d'une « coexistence nationale atteinte à pas successifs, fermes et sûrs » (allocation télévisée, citée dans Le Figaro du 4.12).

Notre Sainte Mère l'Eglise, en la personne de ses évêques, appuie chaleureusement une telle solution, en se prononçant pour une « évolution en profondeur [...] des institutions afin que puissent être garantis réellement [...] les droits fondamentaux des citoyens comme ceux d'association, de réunion et d'expression », car « si une telle législation n'est pas adoptée, on pourrait aboutir à des frustrations dangereuses [...] ». En conséquence de quoi, les bons Pères « demandent un geste de clémence » pour les prisonniers, tout en condamnant « la violence et avec elle les extrémistes, même en parole, comme le terrorisme et la subversion révolutionnaire » (Le Figaro du 2.12). Merveilles de la charité, qui ne feint de sermonner les oppresseurs que pour mieux river les opprimés à la chaîne de leur esclavage !

Deuxième carte : la « Conférence démocratique » mise en place par des « personnalités » démocrates-chrétiennes très proches des sphères dirigeantes (son principal inspirateur est Ruiz Jimenez, ancien ministre de Franco), associées à des sociaux-démocrates, socialistes et autres partisans d'une solution « à la grecque », c'est-à-dire sans le PC au gouvernement (Le Monde du 30.11).

Enfin la carte maîtresse : la « Junte démocratique », monstrueux hybride qui regroupe sous l'aile du PC secteurs progressistes de la grande industrie (représentés par Calvo Serer, conseiller du prétendant au trône Don Juan), mo-

narchistes et carlistes, au côté d'une aile des socialistes et autres modérés, et présentée par Carrillo et Serer dans leur conférence de presse du 30.7 comme la « base sur laquelle construire pacifiquement une nouvelle société démocratique sans danger de guerre civile », dans la perspective de cette « réconciliation nationale » assortie d'une absolution générale et totale pour les pires suppôts du franquisme dont parlait Carrillo à Genève (voir notre article dans Programme Communiste n° 64).

Comme les rats quittent le navire avant le naufrage, les secteurs les plus réactionnaires se reconvertissent en hâte — tout comme les républicains, d'ailleurs, étaient passés en masse du côté du vainqueur après l'étranglement du prolétariat insurgé. L'exemple vient de haut : Son Altesse le prince Charles-Hugues de Bourbon-Parme, chef des pires massacres de rouges et de prolétaires, les carlistes, ne vient-il pas de « définir les grandes lignes » de son « socialisme pluraliste et autogestionnaire » en se déclarant grand admirateur des « expériences » chinoise et cubaine, à ceci près qu'il préférerait une voie pacifique et la ... monarchie, comme régime permettant d'instaurer entre le « peuple » et le pouvoir un « pacte profond et durable » comparable « à la situation qui existe en Chine et à Cuba » (Le Monde du 19.12) ?

De l'« ouverture » d'Arias Navarro à la « Junte démocratique » de Carrillo, il y a plus qu'une nuance. Mais le but est le même : « coexistence nationale » ou « réconciliation nationale », dans un cas comme dans l'autre, c'est la classe ouvrière qu'on aspire à paralyser.

Pas plus que ses homologues des autres pays, le PCE n'attend d'ailleurs d'être au gouvernement pour collaborer avec sa bourgeoisie. Qu'il suffise de dire qu'il n'a pas levé le petit doigt, ni prononcé un seul mot pour appeler à la solidarité avec Eva Forest et ses camarades, allant jusqu'à boycotter les actions de solidarité avec les victi-

mes de la répression qui ne sont pas tout à fait de son bord, comme à la prison de Carabanchel, où Camacho et autres leaders des Commissions Ouvrières ont refusé de se joindre à la protestation des autres prisonniers politiques contre les mesures discriminatoires prises à l'encontre de six militants arrêtés avec E. Forest (Vanguardia Obrera n° 14), et comme au Pays Basque où la grève politique du 11 décembre s'est heurtée au sabotage du PC et des CO, qui l'ont notamment empêchée de prendre toute son ampleur en Biscaye, où leur influence est plus forte qu'en Guipuzcoa et en Navarre (Le Monde du 14.12). C'est ce dont se vante L'Humanité du 12.12 quand elle affirme que « malgré les mots d'ordre d'un certain nombre de groupements en quête de « représentativité », les travailleurs ne se sont pas laissés détourner de leurs objectifs revendicatifs et politiques », tout en osant parallèlement écrire que cette grève était « le prolongement d'actions entreprises et conduites par les Commissions Ouvrières, avec le soutien et le concours des formations qui constituent la Junte démocratique » (les industriels et les carlistes sans doute ?).

La manœuvre de l'opposition démocratique au franquisme est de canaliser la lutte nécessaire du prolétariat espagnol pour la défense de ses conditions de vie et pour la conquête de droits sociaux et politiques élémentaires, vers la revendication « d'abord » d'une démocratisation de l'Etat, c'est-à-dire vers un simple changement de forme et — comme le montre encore en ce moment même l'exemple du Portugal — vers un renforcement de la dictature bourgeoise sur le prolétariat. Plus que jamais, la nécessaire lutte prolétarienne contre la classe capitaliste et contre le franquisme est inséparable de la dénonciation des forces antifranquistes qui, sous différentes formes, essaient de reconstituer un bloc qui, pour le prolétariat, s'est toujours soldé par de dures défaites.

Défense énergique des travailleurs !

(suite de la page 1)

qui y reviennent pour participer à la lutte. En guise de perspective de combat pour l'ensemble de la classe, ils proposent des mesures d'assistance partielles et sélectives destinées à émousser la combativité des ouvriers et engagé des campagnes... d'opinion platoniques contre le « scandale » du chômage. La panacée avec laquelle ils prétendent guérir le capitalisme et l'économie nationale, et le chômage par dessus le marché, c'est la « relance de la consommation intérieure », vieille recette de l'économie bourgeoise vulgaire ! Et au lieu de souder les travailleurs face à une attaque si clairement internationale de la bourgeoisie, le social-chauvinisme ose demander à l'Etat bourgeois une limitation de l'immigration « dans le respect de l'intérêt national » !

* *

Il est bien évident toutefois que, devant l'insécurité grandissante, augmentée de l'oppression administrative et policière pour les immigrés, qui frappe de larges couches prolétariennes, les communistes ne peuvent se contenter de claironner contre les crapuleries réformistes : « Une seule solution, la révolution »,

« fût-ce, comme disait Lénine en ce moquant des « extrémistes » indifférents aux luttes partielles, avec les trompettes de Jéricho ». S'il est vrai que seule la dictature du prolétariat pourra entreprendre de résoudre la question du chômage après le renversement de l'Etat bourgeois, il serait déraisonnable de demander aux ouvriers frappés par le capital de rester les bras croisés (et le ventre vide !) dans l'attente de l'assaut final. « Toute objection contre l'élévation de revendications partielles [...], toute accusation de réformisme sous prétexte de ces luttes partielles découlent de cette même incapacité à comprendre les conditions vivantes de l'action révolutionnaire » (Thèses sur la tactique du 3^e Congrès de l'Internationale Communiste).

Quelles sont ces « conditions vivantes », loin de tout vulgaire « concrétisme » de type réformiste ou immédiatiste ?

1^o) Apporter un soulagement réel aux catégories les plus frappées, et par là à toute la classe. Plus grande est l'armée de réserve dont elle dispose, et moins cette armée est en mesure de se défendre, plus la bourgeoisie, elle, est en mesure de faire pression sur les actifs, et de les obliger à travailler plus en gagnant moins. Même pour cette action

de défense — ajoutons : même pour obtenir l'application des lois bourgeoises sur les licenciements, pour bénéficier des indemnités conditionnelles et temporaires — les travailleurs doivent utiliser ou faire sentir leur seule force : celle de l'action collective de classe, sans laquelle ces lois ne sont que des « chiffons de papier ».

2^o) Permettre aux prolétaires de résister au travail de division de la bourgeoisie et de l'opportunisme, opposant les actifs aux chômeurs, les Français aux immigrés, les titulaires aux vacataires, les hommes aux femmes. Resserer au contraire leurs rangs contre l'exploiteur commun, par les méthodes de lutte, par des revendications comme les contrats identiques pour tous les travailleurs, l'abolition des conditions particulières d'exploitation pour les immigrés (permis de travail limités, liberté de circulation entravée, etc.).

3^o) Leur permettre d'éprouver et de forger leur force de classe, non pas en tant que « producteurs », ni en tant que soutiens de telle ou telle économie nationale, mais en tant que prolétaires, c'est-à-dire sans réserves et privés des moyens de production, soumis au bon vouloir du capital international s'ils ne résistent pas avec leurs armes pro-

pres, la grève et tous les moyens qui se placent sur le terrain de la force et de la solidarité de classe, hors de toute illusion légaliste et pacifiste. D'un tel point de vue, les chômeurs sont une partie active de la classe ouvrière, non un lumpen-prolétariat passif, objet de la bienfaisance hypocrite de la bourgeoisie et de l'opportunisme.

Une fois ces principes bien clarifiés, les communistes peuvent appuyer et diriger des luttes sur des mots d'ordre variables, même quelquefois contradictoires en apparence, pour ceux qui veulent ériger toute revendication en recettes infailibles. Ils n'exigent nullement comme préalable que toute résistance au capital emprunte sagement d'emblée la voie optimum de la revendication la plus large. La lutte contre les licenciements, par exemple, peut prendre spontanément mille formes différentes (occupation d'une usine, grève locale ou régionale, revendication d'un « contrôle » des ouvriers, même) ; nous reviendrons sur cette question qu'il faut envisager en tenant compte de l'ensemble complexe des facteurs qui entrent en ligne de compte. A nous de traduire ce mouvement réel, dans le sens de la défense véritable et de l'unification du prolétariat, en prenant en considération également les nécessités tactiques et organisationnelles. Contre les effets du chômage, nous avançons des revendications générales : réduction draconienne du temps de travail sans diminution de salaire (sans prétendre par là « résoudre la crise » en distribuant harmonieusement le travail : il s'agit de soulager et de renforcer la classe, non de trouver une recette d'équilibre pour le capital !); indemnité substantielle à tous les chômeurs (y compris les immigrés, les femmes, les jeunes arrivant sur le marché du travail), tendant vers le salaire intégral aux chômeurs.

Les organisations ouvrières dignes de ce nom à la renaissance desquelles les communistes doivent travailler ne pourront mener et unifier la lutte pour ces revendications sans se donner

aussi les moyens organisationnels d'encadrer toutes les forces vives du prolétariat (forces vives pour la lutte, même quand elles sont temporairement des poids morts pour le capital). Cette exigence fondamentale veut dire, entre autres, lutter pour imposer le droit pour les travailleurs licenciés d'adhérer au syndicat, de participer aux meetings et aux comités d'usine.

Le travailleur actif et surexploité d'aujourd'hui doit voir dans le chômeur l'image de ce que le capital lui promet demain : c'est pourquoi leur lutte est la même, mais leur unité se forge dans le combat pour des objectifs analogues, non dans le vide des vaines lamentations sur le chômage ou des prières d'investir ou de nationaliser adressées à l'Etat bourgeois. Ce que nous visons avec ces quelques indications, et en particulier avec notre plate-forme, ce n'est pas de sortir le pays de la « crise », comme s'en vante le PC, mais de jeter les bases d'un front prolétarien qui permettra à la classe de se défendre efficacement et au parti de tisser des liens avec la classe. En appelant tout le prolétariat à se battre avec les catégories les plus atteintes par l'insécurité et l'exploitation, les communistes ne proposent pas de combattre pour une garantie de vie égale pour tous dans une société d'oppression (ce qui serait illusoire), mais pour la possibilité pour tous les prolétaires de lutter aujourd'hui contre les attaques du capital, demain, sous la direction de son parti, pour sa destruction.

UNE NOUVELLE PUBLICATION

Vient de paraître en langue grecque un petit opuscule en supplément à IL PROGRAMMA COMUNISTA, daté de novembre 1974 ; il contient l'article « La Grèce a un nouveau gouvernement fort », dont de larges extraits paraissent dans ce numéro du *Proletaire*, ainsi qu'un aperçu des publications de notre parti.

Commandes au « *Proletaire* ».

En Italie, les syndicats veulent « cogérer la crise »

« Au stade impérialiste, le capitalisme, de même qu'il cherche à dominer par un contrôle centralisé ses contradictions économiques et à coordonner en hypertrophiant son appareil d'Etat tout les faits sociaux et politiques, modifie son action vis-à-vis des organisations ouvrières. Dans un premier temps la bourgeoisie les avait condamnées, dans un deuxième temps, elle les autorise et les laisse croître, dans un troisième temps, elle comprend qu'elle ne peut ni les supprimer ni les laisser se développer sur une base autonome et elle se propose de les encadrer par tous les moyens dans son appareil d'Etat ; dans cet appareil qui, d'exclusivement politique au début de son cycle historique, devient à l'ère impérialiste à la fois politique et économique, se transformant d'Etat des capitalistes et des patrons en Etat capitaliste et Etat patron. Dans ce vaste échafaudage bureaucratique, se créent des postes d'escaliers dorés pour les chefs du mouvement prolétarien. A travers les mille formes d'arbitrage social, d'institutions d'assistance, d'organismes dont la fonction apparente est de maintenir l'équilibre entre les classes, les dirigeants du mouvement ouvrier cessent de s'appuyer sur les forces autonomes du prolétariat et tendent à être absorbés dans la bureaucratie d'Etat ».

Voici ce que nous écrivions en 1947. Aujourd'hui, l'accord que viennent de signer à la FIAT les directions syndicales marque un pas de plus vers leur insertion dans les rouages de l'Etat, insertion vers laquelle, sous la poussée de la crise qui étrangle l'Italie, tendent de toutes leurs forces tant l'opportunisme que la bourgeoisie. Alors que le nouveau gouvernement Moro déclare qu'il souhaite voir se développer ses relations avec les syndicats, « ces grandes forces sociales, expression d'exigences authentiques, charnière importante de la jonction entre le gouvernement et le Pays, dignes du plus grand respect pour avoir acquis, certes par une douloureuse dialectique interne, un sens authentique des nécessités nationales », de son côté, l'opportunisme ne fait pas mystère de la façon dont il entend défendre les travailleurs, dont les conditions de vie se dégradent au rythme d'une inflation qui bat le record européen et d'un

chômage officiellement chiffré à un million : « Il ne s'agit pas seulement, déclare Lama dans *L'Unità*, de conquérir un salaire un peu meilleur au regard de l'accroissement du coût de la vie, il s'agit surtout de maintenir ouverte la voie des réformes pour une alternative à l'inflation qui ne se résolve pas dans un processus dramatique de chômage croissant, mais qui se fonde sur les investissements et le développement productif. Il s'agit surtout de défendre dans les usines et dans la rue — si c'est nécessaire — la liberté, les institutions fondamentales, et plus encore, un rapport de cohabitation entre les Italiens qui soit civil et démocratique... Cette preuve de conscience nationale, les travailleurs doivent la donner pour sauver le Pays de la crise qui le frappe... »

Examinons donc de plus près les prétendues conquêtes de cet accord auquel le bonze Benvenuto reconnaît pour principal mérite de « dédramatiser le climat social et politique ».

1^{er} point : La direction s'engage à ne procéder à aucun licenciement pour réduction de personnel au cours de l'année 75. Il va de soi que la soupape des licenciements « individuels » reste ouverte et qu'en aucun cas le salaire intégral n'est garanti.

2^e point : Les syndicats seront étroitement associés à toutes les décisions de l'entreprise : investissements, volume de la production, mobilité de la main-d'œuvre et réduction de la journée de travail.

Laissons de côté la question de la mobilité de la main-d'œuvre, pour laquelle la direction garde les mains libres, s'engageant seulement à examiner avec les bonzes les critères, les dates et les modalités des mesures prises — sans parler des transferts individuels qui se résolvent toujours en vertu du contrat national par le licenciement de ceux qui ne l'acceptent pas. C'est dans la question de la réduction du temps de travail et du volume de la production que réside toute la « substance » de l'accord. L'entreprise fournira aux syndicats, chaque mois, les rapports secrets concernant la marche productive, les prévisions de vente et l'état des stocks pour lesquels un seuil maximum a été fixé. Sur ces bases seront établis conjointement les programmes pro-

ductifs et les horaires de travail. Ainsi si le niveau des stocks s'avère trop élevé, « les parties se rencontreront pour définir, en termes objectifs, les modalités de la réduction de la production », c'est-à-dire du chômage partiel. C'est évidemment sur ce point-là que la direction appelle les syndicats à « la cogestion » pour tenter de conjurer les éventuelles ripostes ouvrières.

C'est donc dans cet esprit de collaboration que les syndicats ont avalisé le dernier point essentiel de l'accord : la fermeture de l'usine du 22-12 au 13-1-75, au cours de laquelle les ouvriers ne toucheront que 80 % de leur salaire brut, et perdront la rétribution correspondant à deux jours fériés.

« Nous voulons négocier... nous voulons aider M. Agnelli à résoudre ses problèmes », déclarait au nom du PCI, Amendola au *Newsweek* du 21-10-74. L'opportunisme a tenu parole et Agnelli ne s'en plaint pas.

La cogestion de la crise (ou du boom) par l'opportunisme n'est pas un phénomène spécifiquement italien. Le Labour Party la pratique au niveau gouvernemental, les syndicats suisses depuis bientôt 40 ans avec la paix du travail et les syndicats allemands réalisent dans certains secteurs un modèle si parfait que la Commission Européenne suggérerait (d'après le journal *Comunità Europea*) de l'étendre systématiquement à tous les pays de la Communauté.

Mais l'histoire nous a déjà montré le débouché inéluctable des « nouveaux modèles de développement » basés sur la « consommation sociale » ou sur la « cogestion de la crise ». Après la ruine du Vendredi noir, face à l'engorgement des marchés, Roosevelt tout autant qu'Hitler prirent des mesures de type réformiste pour faire tenir tranquilles les prolétaires en les entraînant de gré ou de force dans la gestion de l'ordre capitaliste, avec la perspective, en dernière extrémité, de les envoyer plus tard s'entre égorger. La même chose peut se répéter demain. Verrons-nous alors les Lama et autres super-bonzes italiens, tout comme ceux qui aujourd'hui s'interrogent en France pour savoir s'ils iront gérer la crise avec ou sans le Programme commun, se précipiter pour « cogérer la guerre » ?

Le PCF a la mémoire courte

(suite de la page 1)

Comment ! Quelle sinistre mascarade à l'égard des exploités ! Champion des « voies sans sacrifices », ce parti qui en 36 appelait à la « défense de l'ordre républicain » par la police, exhortait la classe ouvrière « à la discipline et au calme », brisait les grèves, justifiait la semaine de 50 heures pour la production de guerre, et dénonçait les mouvements anti-impérialistes dans les colonies ? Champion des « voies sans sacrifices », ce « Parti de la Nation française » et de l'Union Sacrée qui traîna le prolétariat à la deuxième boucherie impérialiste et qui pour finir, par son action gouvernementale et extra-gouvernementale a imposé au prolétariat la Reconstruction Nationale — « devoir de classe ! » — a interdit les grèves — « arme des trusts » ! — et a porté la durée du travail à la limite de l'épuisement, en même temps qu'il combattait et massacrait farouchement les révoltes et la lutte des peuples coloniaux ?

Et c'est CE parti qui ose encore déclarer : « Il ne faut pas compter sur les communistes pour participer à un gouvernement d'union nationale contre la crise » !

Faire accepter des sacrifices aux travailleurs ? C'est quotidiennement que le PCF le fait, en sabotant chaque lutte de défense économique, en liant le sort des prolétaires à celui de l'économie nationale ou de l'entreprise dont dépend le travail et en empêchant toute généralisation et toute unification. Dans l'histoire de la classe ouvrière internationale, la fonction de trahison de l'opportunisme — aile gauche de la bourgeoisie au sein du prolétariat — est inscrite dans le sang prolétarien. Aujourd'hui, l'opportunisme stalinien peut bien protester de son innocence. Inévitablement l'histoire remet sa fonction à l'ordre du jour, et en dépit des grands mots l'opportunisme demandera toujours de nouveaux sacrifices aux ouvriers en justifiant par « les circonstances » de « ne pas demander pour la classe ouvrière un régime privilégié » (Frachon, mars 45). Cela est inscrit dans ses principes et dans son programme (voir analyse du Programme Commun dans « *Le Proletaire* » n° 142).

En attendant, il doit mentir, car le mensonge est une des armes dont dispose l'opportunisme pour calmer, puis démoraliser les prolétaires.

Lecteurs et sympathisants,
soutenez la presse du
Parti, souscrivez !

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les NMPP